SNUipp-FSU 94

Maison Départementale des Syndicats
11-13 Rue des Archives
94000 CRETEIL

Déclaration CTSD du 4 Septembre 2015

Quelques jours après la rentrée, nous constatons que toutes nos craintes se sont confirmées suite à l'insuffisance du budget alloué à notre département.

- Les écoles sorties de l'éducation prioritaire ont vu leurs moyens diminuer de façon conséquente, à commencer par les décharges de direction, dégradant les conditions de travail des équipes qui peinaient déjà à remplir leurs missions. Cette déstabilisation sera très lourde de conséquences dans les prochaines années à venir.

La baisse de la scolarisation des élèves de moins de 3 ans cumulée souvent avec un manque de places pour accueillir les élèves dans l'école maternelle de leur secteur interroge aussi sur le but poursuivi : les programmes ont été revus mais les élèves sont scolarisés de plus en plus tard et parfois hors de leur secteur faute de place. Est-ce le véritable intérêt de l'enfant ?

En ce qui concerne les classes, nous constatons dans de nombreux cas que l'enveloppe budgétaire, certes positive, n'a pas suffi à couvrir tous les besoins du département et que les classes ont des effectifs très chargés dans de plus en plus d'écoles, quelle que soit leur classification. Les maternelles en paient souvent le plus lourd tribu alors que ce sont les élèves les plus jeunes qui ont besoin du maximum d'attention. De plus, la gestion à flux tendus qui ferme une classe une année pour la rouvrir l'année suivante avec quelques élèves de plus pénalise les élèves en déstabilisant les équipes et en désorganisant les écoles.

- Nous n'avons cessé de répéter que la suppression aveugle des RASED sur notre département avait créé de nombreuses disparités et qu'il faudrait veiller à ce que tous les élèves puissent bénéficier de l'aide d'un enseignant spécialisé ; nous constatons que de plus en plus d'élèves n'ont jamais été aidés durant leur scolarité malgré les besoins reconnus et que les inégalités continuent à se creuser. Si l'on croise aussi le taux de couverture des psychologues scolaires ou des médecins scolaires, on découvre des secteurs très en détresse où le service public n'est plus en mesure d'assurer ses missions. Ce ne sont plus des situations de prévention mais des situations d'urgence qui ne sont plus traitées.

Les postes PDMQDC sont en trop faible nombre pour permettre une véritable amélioration des conditions de travail des élèves. De plus, certains ne seront encore pas pourvus cette année malgré tout le travail investi par les équipes pour construire ces projets. Que de gâchis au final ! De trop nombreuses écoles, y compris celles qui sont classées en REP et même en REP+ ne bénéficient d'aucun dispositif spécifique ; PDMQDC, RASED, moins de 3 ans pour les maternelles…

En ce qui concerne l'ASH, nous déplorons cette année encore, que des élèves n'ont pu obtenir la place dans la structure dont ils avaient besoin, faute de places.

- Pour avoir plus d'enseignants spécialisés, il faut aussi augmenter le nombre de départs en stages.

Enfin, cette année encore, un grand nombre d'élèves ne pourront bénéficier de l'aide d'une AVS, comme la MDPH l'avait prévu.

- EN ce qui concerne les UPE2A, certains secteurs sont déjà saturés dès le 1° jour de la rentrée ; il est urgent de cesser de rendre mobiles ces classes dans les écoles concernées.

En ce qui concerne les remplacements, nous sommes extrêmement inquiets devant le manque de personnels pour couvrir les différents postes. A force d'avoir laissé le métier se déclasser et de refuser toutes les demandes des personnels sur leurs projets, l'administration les démotive et ne leur offre plus aucune perspective d'amélioration de leurs conditions de travail.

En ce qui concerne la formation des personnels, les exigences institutionnelles ne cessent de croître alors que les personnels ne sont plus formés depuis de trop nombreuses années.

Pour conclure, nous constatons que la rentrée scolaire s'est traduite cette année par de très nombreuses dégradations dans bon nombre d'écoles du département, et particulièrement dans des écoles situées en éducation prioritaire.
C'est la conséquence d'un budget qui n'est pas à la hauteur des ambitions affichées : aux 2/3 du quinquennat, la moitié des 20 000 postes qui devaient être créés n'est toujours pas atteinte.
Comment diminuer le nombre d'élèves dans les classes, assurer le remplacement de tous les congés, aider les élèves en difficulté avec des enseignants spécialisés, former les maîtres selon les nouveaux programmes, travailler en petits groupes sur le temps de l'école, scolariser les élèves dès leur plus jeune âge, sans les créations de postes nécessaires ?

L'avenir de la nation nécessite un véritable investissement sur l'éducation ; une autre politique est nécessaire. Qu'il s'agisse de la formation continue, des conditions et du temps de travail, de la création de postes ou des salaires, l'école doit être transformée pour cesser de reproduire les inégalités déjà existantes.

Non, la politique d'austérité imposée par les banques n'est pas une fatalité : d'autres perspectives sont possibles. C'est le sens de la journée d'action interprofessionnelle prévue le 8 octobre

Pour faire réussir tous les élèves, la transformation de l'école est plus que jamais indispensable.
L'allègement du nombre d'élèves par classe, les remplacements, les RASED, l'éducation prioritaire, la formation continue, les PDMQDC, la scolarisation des moins de 3 ans… nécessitent un réel engagement budgétaire.